



ÉCONOMIE

L'intégration euro-méditerranéenne avance à petits pas

Un rapport commandé par l'UpM met en avant le poids excessif de l'UE et le manque de liens Sud-Sud.

ANNE CHEYVIALLE
@AnneCheyvalle

DÉVELOPPEMENT Renforcer les liens économiques entre les pays du pourtour méditerranéen et l'Europe. C'est la vocation de l'Union pour la Méditerranée (UpM), organisation intergouvernementale lancée en 2008 sous la présidence européenne française à l'initiative de l'ancien président Nicolas Sarkozy, qui réunit quarante-deux pays dont les vingt-sept de l'UE.

Au-delà du dialogue politique, elle promeut des projets de développement régional : 59 ont été labellisés pour un budget de 5 milliards d'euros. Le bilan d'intégration reste toutefois mitigé : « *Les évolutions vont dans la bonne direction, mais pas assez rapidement et sont très en dessous du potentiel* », analyse le secrétaire général, l'Égyptien Nasser Kamel, lors de la récente présentation d'un rapport lancé en 2018 à la demande des États membres pour à la fois dresser un état des lieux et éclairer les politiques publiques. Confié à l'OCDE avec le soutien de l'agence allemande pour la coopération (GIZ), il passe en revue cinq domaines : commerce, finances, infrastructures, circulation des personnes et re-

cherche. « *L'intégration apporte des gains économiques importants, offre plus d'opportunités aux citoyens* », appuie Carlos Conde, chef de la division Moyen-Orient et Afrique de l'OCDE. Le point critique, ajoute-t-il, c'est la diversification, facteur essentiel de croissance, de compétitivité et d'emplois.

Si le commerce est un moteur important qui pèse 35 % du PIB de la zone, il est concentré dans l'UE, qui assure 94 % de l'export de marchandises. 70 % du fret maritime transitent entre les ports européens contre 15 % entre l'Europe et l'Afrique du Nord et seulement 5 % dans la zone Mena (Moyen-Orient et Afrique du Nord). Le rapport note la faible intégration commerciale des pays du Levant (Liban, Palestine et Jordanie).

Le secrétaire général égyptien salue les « *efforts de diversification du Sud* », qui n'exporte plus seulement des matières premières (pétrole, gaz et produits agricoles) vers le Nord, mais aussi des produits industriels, citant des réussites comme « *la filière automobile au Maroc ou le ciment égyptien* ». Il souligne aussi une progression des échanges Sud-Sud, bien qu'insuffisante, grâce à des accords de libre-échange, par exemple, entre la Turquie et l'Égypte malgré les

différends politiques, ou celui d'Agadir, qui dope le commerce entre l'Égypte et le Maroc. Là où le bât blesse, c'est au niveau du manque de libéralisation du commerce des services, qui ne représente globalement que 25 % des flux échangés et n'est couvert que par les accords d'association entre l'UE et les Balkans. L'OCDE recommande de renforcer la coopération réglementaire.

Déficit d'infrastructures

Deux défis de taille freinent l'intégration régionale : l'insuffisance des infrastructures de transport et de connectivité énergétique, surtout au sud et à l'est de la Méditerranée. La Banque mondiale estime qu'au cours des cinq à dix prochaines années, il faudrait investir plus de 7 % du PIB régional dans la zone Mena dans la création et l'entretien des infrastructures. Il faut améliorer la capacité et l'efficacité des ports, qu'ils soient mieux connectés aux régions de l'intérieur, aux zones économiques spéciales et aux centres de recherche.

Dans le domaine de l'énergie, des réformes doivent être menées pour encourager la compétition, l'arrivée d'investisseurs privés et le développement des énergies re-





nouvelables. Beaucoup de progrès ont été faits en la matière, notamment sur le solaire, mais les approvisionnements en électricité ne sont pas suffisamment diversifiés. Les centrales solaires pourraient générer cent fois la consommation électrique de la région Mena et Europe réunies, insiste le rapport. L'hydrogène vert représente une solution d'avenir. Cela passe par moins de restriction réglementaire pour faciliter les investissements directs étrangers, dont les pays de l'UE sont aujourd'hui les principaux acteurs. ■

